



ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE  
SECRETARIAT GÉNÉRAL

**Université d'automne de l'enseignement catholique**  
***L'espace éducatif européen de l'enseignement catholique***  
**Massembre – 12 et 13 octobre 2007**  
**Conclusions d'Etienne MICHEL, Directeur général du SeGEC**

Au terme de ces deux journées, je vous suggère une question simple. Où en sommes nous, non pas individuellement, mais collectivement par rapport aux différentes questions qui ont été traitées? Il serait sans doute pertinent, mais trop long, de refaire avec vous le chemin parcouru ces dernières années dans notre réflexion sur la référence chrétienne de l'enseignement catholique, en Belgique et en Europe.

En 1998, il y a presque 10 ans, le Père VALADIER nous invite à poser cette question à partir d'un diagnostic sur les évolutions culturelles contemporaines. Et, depuis lors, à de multiples reprises, nous avons creusé ce même sillon, sans jamais avoir l'impression de tourner en rond, tant le sens de ce que nous faisons aujourd'hui et de ce que nous aurons encore à faire demain dépend de la manière dont nous assumons l'héritage du christianisme dans un contexte culturel, voire anthropologique, en pleine évolution.

Au Congrès de 2002, Marcel GAUCHET introduit le sujet à partir de la situation française. A l'époque, le débat se focalise sur la proposition de Régis DEBRAY d'introduire un enseignement du fait religieux dans le système d'enseignement (en France, au sens où nous l'entendons, il n'y a de cours de religion ni dans l'enseignement catholique, dit "privé", ni dans l'enseignement public). Aujourd'hui, peu d'établissements ont recours à la possibilité de proposer un enseignement du fait religieux.

M. GAUCHET voit une raison de circonstance à cette évolution: l'intégration des populations musulmanes et la reconnaissance de l'Islam dans nos sociétés. Mais, il y voit surtout une raison culturelle: il devient de plus en plus flagrant qu'il est impossible de comprendre l'histoire européenne et plus encore les productions de sa culture hors de la référence religieuse. Mais, M. GAUCHET va encore plus loin: à l'heure du reflux de ce qu'il appelle les religiosités séculaires de l'histoire et de la politique (le marxisme ou le triomphe de la raison positiviste, par exemple), les religions, dit-il, retrouvent droit de cité comme l'un des axes fondamentaux de la culture et des valeurs. Bien sûr, il ne croit pas beaucoup à l'avenir d'un scénario où la reproduction, la transmission culturelle continueraient à s'opérer par simple imprégnation au sein des communautés chrétiennes. Et de plaider plutôt pour une autre stratégie, fondée sur une ouverture, dont la base est d'assumer le rôle historique du Christianisme en général et de l'Eglise en particulier. L'Eglise, dit-il, est la plus vaste institution de mémoire de l'Europe.

En 2005, lors de notre première Université d'Eté, Michel SCHEUER approfondit, à partir de son expérience de jésuite et de recteur, la question de l'actualité d'un enseignement chrétien. Luc FERRY, lui, s'adonnera à une critique volontiers féroce de toutes les formes de spontanéisme dans nos conceptions contemporaines de la pédagogie. Pour faire court, il dénonce – je le cite pour l'avoir lu – le projet de la révolution "cuculturelle" qui ne pense l'autonomie et la liberté de l'enfant que dans une forme d'arrachement par rapport à nos fondements culturels et à nos traditions éducatives.

De manière moins polémique, M. GAUCHET nous invite plutôt à revisiter les fondements de notre culture et de nos traditions en référence aux mêmes idéaux.

En 2006, le titre général de notre Université d'été est "Culture, transmission et savoirs". Le profond mouvement de sécularisation qui traverse nos sociétés ne doit-il pas être lu sous l'angle d'une crise de la culture, comme le suggère Hannah ARENDT? N'assiste-t-on pas, sur une longue période, à une évolution de nature anthropologique quant à la manière dont l'homme conçoit son inscription dans l'histoire? *"L'homme, dit-elle, se tient sur une brèche, dans l'intervalle entre le passé révolu et l'avenir infigurable. Il ne peut s'y tenir que dans la mesure où il pense (...). Chaque génération nouvelle, chaque homme nouveau doit redécouvrir laborieusement l'activité de pensée"*. Nos grands témoins de 2006, Maurice BELLET, François OST, Jean FLORENCE, Cécile LADJALI et Jean-Yves BAZIOU, il y a quelques minutes, nous ont invités, chacun(e) avec ses mots et son expérience propres, à construire dans l'école un juste rapport avec la tradition, avec les savoirs, avec l'autorité et avec la société.

Et nous voici en 2007 pour une ouverture européenne. Nous ne vivons pas sur une île. L'enseignement catholique en Belgique francophone n'est pas "une erreur de l'histoire" comme certains de ses détracteurs voudraient parfois le faire accroire. Le contexte historique explique sans doute pourquoi l'enseignement catholique a trouvé en Belgique, au tournant des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> siècles, un espace de développement privilégié et même une terre d'accueil pour les religieux et religieuses quasiment interdits de mission dans la France à l'époque. Mais il n'y a de singularité belge que dans l'ampleur du développement de l'enseignement catholique. On l'a vu avec Etienne VERHACK: il existe, aujourd'hui, dans l'Union Européenne, des écoles catholiques dans 26 pays sur 27. Et nous partageons évidemment avec tous ces pays une inspiration fondatrice identique, même si cette inspiration se décline dans des modèles assez différents. Le fondement culturel et philosophique est le même. Se demander, par exemple, quel rapport existe entre l'héritage chrétien et la culture belge ne me paraît pas présenter beaucoup d'intérêt. Qu'il existe, par contre, un questionnement pertinent sur le rapport entre la culture européenne et l'héritage du Christianisme, qui peut en douter?

La civilisation chrétienne imprègne notre continent qui est culturellement autre que l'espace asiatique, par exemple. Mais, cette différenciation, comme le souligne Ignace BERTEN, un dominicain belge, suggère une homogénéité qu'il faut aussi nuancer.

Le Christianisme européen est marqué par une profonde différence interne: la tradition latino-germanique occidentale (catholique et protestante) et la tradition orthodoxe ou byzantine et slave orientale. L'ensemble occidental est lui-même caractérisé par les Lumières, produit du christianisme et, par certains côtés, expression de son rejet: cette société est simultanément le fruit du christianisme et de la volonté de se libérer de l'emprise des Eglises qui ont pu conduire jusqu'aux guerres de religions.

Pour une grande partie de l'Europe, le christianisme a été la matrice de la culture pendant plus de mille ans: nous héritons des valeurs portées par cette culture. Ne pas le reconnaître est un acte de mauvaise foi. Mais vouloir définir l'identité européenne seulement par cet héritage, ce serait nier que des valeurs constitutives de notre société, l'affirmation des Droits de l'homme, la liberté d'opinion et de conscience, la démocratie, ont aussi dû être conquises contre l'Eglise catholique, alors qu'aujourd'hui nous reconnaissons la connivence de ces valeurs avec l'éthique chrétienne.

Et voilà pourquoi le projet de traité constitutionnel européen ne nomme pas les racines chrétiennes de l'Europe, mais bien ses héritages culturels, religieux et humanistes. Ce qui nous intéresse, au-delà des débats passionnés qui ont agité les chancelleries européennes, c'est l'affirmation des valeurs fondamentales sur la base desquelles l'Union dit se construire. Les valeurs déclarées, dit Ignace BERTEN, sont en profonde harmonie avec celles dont est porteuse la tradition chrétienne. Le concept même de personne, fortement affirmé dans ces textes, est une invention de la théologie chrétienne. De même, lorsqu'il s'agit de l'affirmation du bien de tous comme objectif, par exemple *"y compris les plus fragiles et les plus démunis"* souligne le texte, cette expression est un écho évident à la tradition évangélique. L'Evangile ne vieillit pas, disait hier Albert BASTENIER, notamment dans les valeurs qu'il promeut. Et Jacques VANDENSCHRICK a merveilleusement parlé de l'alchimie entre le symbolique et le matériel comme source de transformation et même d'instauration du réel. C'est, par exemple, ce qui rend possible le dialogue des cultures. Dieu nous révèle ce qui nous relie, a dit Jean-Yves BAZIOU. L'Evangile est une parole, une bonne nouvelle, qui doit toujours être réinterprétée et qui est ouverture à une relation dans un contexte déterminé.

Ceci dit, que, dans les textes constitutionnels, nous nommions ou non les racines chrétiennes de notre héritage culturel est une chose. Mais, à l'école, la question se pose, me semble-t-il, de manière toute différente. Pour faire vivre cet héritage, qui est aussi celui de l'école catholique, nous devons le nommer, au sens d'une référence que nous revendiquons. Il n'y pas, à l'école, de transmission en-dehors d'une parole explicite.

Une autre thèse serait que le rôle de l'école n'est pas de transmettre cet héritage et que les fondements pré-politiques – et notamment les fondements religieux de notre "vivre ensemble" – n'ont pas d'autre espace d'expression légitime que l'espace privé de la famille, des Eglises ou de réseaux "affinitaires". C'est le sens, par exemple, de la pétition qui a circulé ces derniers mois à l'initiative des milieux laïques sur la place des convictions philosophiques à l'école: l'interdiction des signes ostensibles d'appartenance philosophique ou religieuse à l'école, dit-elle, ne dénie en rien aux jeunes le droit à des convictions philosophiques, mais les invite à leur intériorisation et à leur dépassement en vue de s'ouvrir "*à l'universel de la connaissance*". Albert BASTENIER a dit hier que l'idée de l'inéluctable privatisation des croyances correspondait à une vision des choses beaucoup trop simplificatrice. Et c'est bien cette vision qui sous-tend la fameuse pétition ou la volonté, caressée par d'aucuns, de remplacer le cours de religion par une "initiation à la citoyenneté".

Il me resterait à traiter le débat entre le fond et la forme, entre la spécificité du projet de l'enseignement catholique et son mode d'organisation. Sur ce sujet, également, l'interpénétration des questions belge et européenne me paraît évidente.

Restera-t-il, demain, en Belgique francophone comme en Europe, un espace où la société civile peut s'organiser de manière autonome, y compris pour l'exercice de missions d'intérêt collectif comme l'enseignement?

La pensée européenne dominante envisage de plus en plus le face à face du marché et de l'Etat, les fameux "services" de la directive BOLKENSTEIN étant pris en charge dans une sphère ou dans l'autre. Il y a une urgence à repenser, en Belgique comme en Europe, l'espace intermédiaire où la société civile se voit reconnaître une légitimité dans l'organisation autonome de services collectifs dans un cadre non-marchand.

C'est ce qui relie notre critique de la directive BOLKENSTEIN et notre satisfaction de voir le projet de traité européen comporter un article qui consacre – je cite – "*la liberté de créer des établissements d'enseignement dans le respect des principes démocratiques, ainsi que le droit des parents d'assurer l'éducation et l'enseignement de leurs enfants conformément à leurs convictions religieuses, philosophiques et pédagogiques*".

Voilà, il resterait certainement beaucoup à dire pour tous ces sujets, notamment en référence avec l'actualité: par parenthèse, les gouvernements francophones préparent actuellement un projet de "pacte associatif" et le SeGEC, avec beaucoup d'autres, intervient dans son élaboration, en ayant à cœur de faire reconnaître la pertinence intrinsèque de la démarche associative pour le développement de missions d'intérêt général. Nos "Pouvoirs organisateurs" que Jacques VANDENCHRICK invite à devenir aussi des "pouvoirs civilisateurs", sont également des associations de proximité avec lesquelles un lien de confiance s'établit. Jean-Louis LAVILLE nous invite à revisiter la tradition associative et à l'actualiser au cœur de la société contemporaine dans l'élaboration de scénarios prospectifs. Nous saurons nous en souvenir.

Je remercie chacun et chacune pour sa participation à cette Université d'Automne, je remercie nos différents intervenants, Albert BASTENIER, Jean-Louis LAVILLE, Etienne VERHACK, Jacques VANDENCHRICK, Révérende Sœur Heitnen WOULFE, Andras GIANONE, l'abbé Jean-Yves BAZIOU, les musiciens du groupe Intermezzo et leur responsable Yasmina CHAUVEHEID, ainsi que le SeRDeP qui a, une fois encore, mis tout son savoir faire au service de la réussite de ces deux journées.

Grand merci, bon week-end et bon retour!

Etienne MICHEL  
13 octobre 2007